

SE COMPRENDRE

N° 03/01 – Janvier 2003

Les musulmans au défi de la modernité

Maurice Borrmans

*Familier à nos lecteurs, le P. Maurice BORRMANS, P.B., est professeur à l'Institut Pontifical d'Etudes Arabes et Islamiques de Rome et directeur de la revue Islamochristiana. Nous avons publié in extenso, en 1982, les chapitres de son livre **Orientations pour un dialogue entre chrétiens et musulmans** et, l'an dernier (01/04), son étude sur **Catholiques et musulmans, deux approches de la modernité**. C'est ce thème qu'il reprend et élargit dans son dernier volume **Dialogue islamo-chrétien à temps et à contretemps** (éditions St Paul, Versailles, 2002) avec la collaboration de Mme Annie Laurent.*

Nous le remercions de nous introduire à la lecture de plusieurs textes récents de la presse arabe sur ce thème par quelques bonnes pages de sa première partie (p.134-144).

Qu'en est-il de l'accueil que l'Islam et les musulmans firent ; la modernité au cours de ces deux derniers siècles? Le problème est complexe, vu l'extrême diversité des aires culturelles que représentent les peuples musulmans et les contextes historiques de leur entrée, volontaire ou contrainte, dans la modernité sous toutes ses formes (économiques, politiques, culturelles). Le Pr. A. Charfi dit à ce propos: « La modernité dans les pays arabes, n'a pas investi la pensée, la société et les institutions grâce à une évolution autonome qui serait analogue à celle qui mena l'Occident à la modernité » ; et de signaler alors qu'à l'époque de la Révolution française, c'est le wahhâbisme qui triomphe dans la péninsule arabe, en se référant à Ibn Taymiyya, le théologien intransigeant du XIII^{ème} siècle. A. Charfi note justement que la modernité venait « d'ailleurs » et se présentait donc comme une intruse qui remettait tout en cause, d'où le rôle de résistance assumé alors par l'Islam et son refus de toute remise en cause de la Tradition héritée des «pieux ancêtres» (*al-Salaf*).

Mais que faudrait-il entendre par «Islam», dans un tel contexte ? Il convient d'y distinguer « un ensemble de valeurs et de dogmes » dont le Coran constitue le trésor, «la pratique historique» qu'en ont faite les musulmans et «la dimension spirituelle de la foi», telle qu'elle est vécue en des formes individuelles ou sociétales. Il est difficile d'envisager une réponse d'ensemble, concertée et reconnue comme telle. Certes, comme le reconnaît Olivier Carré", il existe «une solidarité internationale de ce qu'on peut appeler l'appareil de l'islam [...]. Il existe un «personnel» spécialisé dans les tâches du culte et de la doctrine, qui constitue dans le monde musulman un réseau de savants (*ulama'*), de juristes (*fuqahâ'*), de chefs de la prière (*imâm*), dans les innombrables mosquées ou sanctuaires, de prédicateurs du vendredi, de juges (*qâdî*), pour les questions musulmanes. Tous les problèmes pratiques et intellectuels, juridiques et politiques qui se présentent à ce personnel sont discutés dans des réunions internationales, congrès de savants et de juristes, conférences des chefs d'État musulmans ou de leurs

ministres». Il est cependant rare que ces «hommes de religion» (*rijâl al-dîn*) se prononcent à l'unanimité sur les problèmes posés à l'Islam par la modernité.

0. Carré constate, à ce propos, que «l'attitude générale du monde musulman face au monde moderne a son origine dans un mouvement réformiste modéré, ambigu, assez étranger aux sciences modernes, qui s'est produit et diffusé au cours et à la fin du XIXe siècle, et qui est aujourd'hui à peu près intégralement récupéré par une tendance plus fondamentaliste que réformiste. Contrairement à ce que crurent certains des réformistes de cette époque, Muhammad 'Abduh en particulier, il ne fût nullement question d'un mouvement intellectuel et organisationnel comparable, même de loin, à la Réformation en Europe au XVIe siècle ou à la crise du modernisme dans le catholicisme au début du XXe siècle. L'adaptation au monde moderne est fondée sur un compromis et non sur une conversion intellectuelle. Il faut simplement, dit-on, adopter les sciences et les techniques de l'Occident sans réticence, mais préserver intégralement le bloc des croyances musulmanes et de leurs applications juridiques et sociales. On accepte la science pourvu qu'elle ne pénètre pas la pensée islamique elle-même. On accueille le progrès technique, pourvu qu'il ne modifie pas sensiblement les mentalités et les structures sociales et familiales ».

À lire les écrits des divers mouvements ou penseurs fondamentalistes de notre temps (Frères Musulmans, FIS algérien, Khomeyni en Iran et Mawdûdî au Pakistan), on ne saurait que donner raison à cette appréciation qui distingue entre l'acceptation des « produits » de la modernité et le refus de ses « principes », qui en sont à l'origine. De par ailleurs, nombreux sont les États islamiques qui entendent être pleinement modernes dans la gestion de leur économie, la conduite de leur politique, l'affirmation de leur culture et l'interprétation de leur religion. N'y aurait-il donc pas, et peut-être depuis toujours, une double attitude récurrente de l'Islam par rapport aux requêtes variées des situations historiques où il doit s'insérer et s'affirmer ?

A la question «l'Islam peut-il s'harmoniser avec la modernité, la laïcité, la démocratie, la science moderne et la technologie », le Pr. Sâdiq Jalâl al-'Azm (lors d'une conférence donnée à Damas en 1995) répond par un « non » et par un « oui » tout à la fois. A écouter, dit-il, les Egyptiens Sariyyra et Chukrî, l'Afghan Hikmatyâr et le défunt président pakistanais Zia ul-Haq, on est tenté de répondre «non», comme le font les fondamentalistes catholiques ou protestants d'Europe et d'Amérique, même s'ils ne recourent pas à la violence ; mais à considérer les exemples de certains dirigeants contemporains comme le Turc Mustafâ Kémal, l'Égyptien Abdel Nasser, le Tunisien Bourguiba, le Marocain Muhammad V et l'Indonésien Soekarno, force est bien de constater qu'il y a un Islam qui dit « oui » à toutes les exigences de la modernité, mais «à sa manière» qui lui est propre. Et il ajoute, pour résumer «Ma conviction, c'est que la réponse réaliste et rigoureuse peut se résumer comme suit: en forme dogmatique et idéaliste, la réponse est "non", car il n'existe rien, dans les enseignements et les dogmes du premier Islam tout simple, qui indique qu'il y aurait chez lui quelque disposition à s'harmoniser et à s'accorder avec cette forme de gouvernements royaux et héréditaires, impériaux et souverains ; en forme historique et réaliste, la réponse est "oui" parce que toutes choses prouvent que l'Islam s'est harmonisé et s'est accordé, à une vitesse stupéfiante, avec le pouvoir royal, héréditaire et impérial, qu'il récusait auparavant».

Et c'est bien dans cette même perspective que s'inscrivent aujourd'hui nombre de penseurs musulmans.. Leur projet, comme celui des professeurs A. Charfi et A. Laroui, n'est-il pas de réduire la distance entre le « non » et le « oui » et de trouver une juste mesure entre « islamiser la modernité » et « moderniser l'Islam » ?

« Islamiser la modernité, écrit Charfi, peut signifier jeter un vêtement islamique sur des réalités qui ne sont pas apparues dans un milieu islamique et qui ne sont pas le fruit d'une évolution autonome de la pensée et de la société islamiques. Personnellement partisan de cette harmonisation difficile mais nécessaire, il s'efforce d'en présenter les diverses manifestations pour d'autant mieux apprécier les efforts de ses coreligionnaires tant au plan théorique de la pensée religieuse elle-même (Coran, credo et culte) qu'au plan de son application dans la société contemporaine. Si l'Islam est tout à la fois religion, société et Etat (dîn, dunyâ, dawla), quels en sont donc les éléments qui peuvent être modernisés et quelles y sont les réalités qui doivent demeurer intangibles? C'est ici que les réponses musulmanes se révèlent plus disparates que jamais.

Peut-on parler, en théologie musulmane, d'une réception des problématiques et des méthodologies qu'exige la modernité? Muhammad 'Abduh (1849-1905) et Rachîd Rida (1865-1935) ont sans doute ouvert une voie nouvelle avec leur Commentaire coranique du Manâr dont Jacques Jomier O.P. a su faire une excellente analyse. Le recours à la raison comme soutien ou critère de la foi y a même conduit M. 'Abduh à découvrir dans la « religion naturelle » de la «philosophie des Lumières» une étrange correspondance de l'Europe, enfin libérée des *mythes pagano-chrétiens*, avec les principes immuables du monothéisme musulman. D'autres sont allés plus loin, voulant trouver dans le Coran l'annonce prophétique de toutes les

découvertes ou inventions de la science moderne: concordisme encore très à la mode chez nombre de prédicateurs musulmans (du cheikh Tantawî Jawharî, au livre de Maurice Bucaille).

Des exégètes plus classiques n'en maintiennent pas moins que le Coran délivre, avant tout, un message religieux et des règles éthiques, tout en n'osant pas faire ce qu'entreprennent avec courage un Khalaf Allah, un Mohammed Arkoun, un Nasr Abu Zayd, pour mieux contextualiser les versets coraniques puisque, si certains sont clairs et explicites, d'autres demeurent ambigus.

Le Pr. Talbi n'invite-t-il pas, pour sa part, à une « relecture finaliste » de ces versets pour permettre au croyant de considérer le message coranique comme « à lui aujourd'hui adressé », d'autant plus que la science des versets « abrogeants et abrogés » est toujours extensible? C'est là ce qu'il propose en deux livres publiés à Tunis : *La famille de Dieu* (1992), traduit en français sous le titre *Plaidoyer pour un islam moderne* (DDB, 1998) et : *l'Islam et les défis du monde contemporain*. (1996).

Des méthodes modernes de lecture du Coran sont donc en voie d'élaboration, mais la recherche est encore tâtonnante, même si certaines audaces s'y expriment, comme c'est le cas des participants musulmans à la publication du livre du Groupe de Recherches Islamo-Chrétien (GRIC) *Ces Écritures qui nous questionnent: la Bible et le Coran* (1987). Si certains '*ulamâ'* se sont efforcés de rapprocher entre elles les écoles canoniques du droit musulman (*fiqh*), voire de les codifier (ce qui est déjà une première modernisation), tous sont encore loin d'admettre les réformes entreprises par certains gouvernements ou d'accepter les thèses de Muhammad Iqbal (1873-1938) qui, influencé profondément par la philosophie européenne moderne, a certainement marqué beaucoup de penseurs musulmans contemporains.

Mais il est un autre domaine où la réflexion est allée plus avant, c'est celui des rapports de la religion avec l'État. Il faut rappeler ici un événement d'importance et un constat socio-politique: d'une part, Mustafâ Kémal, le fondateur de la Turquie moderne, républicaine et laïque, fit abroger le califat par l'Assemblée Nationale d'Ankara le 3 mars 1924, et d'autre part tous les pays qui se sont modernisés au XIX^e siècle ou constitués au lendemain des indépendances au XX^e siècle, ont pris pour modèle la structure occidentale de l'État: gouvernement avec ministères spécialisés, assemblées délibérantes, administration omniprésente, avec une place plus ou moins grande laissée aux structures religieuses et à la transmission de l'Islam comme credo, culte et culture.

La communauté musulmane internationale (*umma*) avait toujours connu à sa tête un *calife*, un vicaire de l'Envoyé d'Allah ou même directement un vice-régent de Dieu sur terre. Le « courant moderniste » en est venu à soutenir que l'institution du califat n'avait été qu'un produit de l'histoire. 'Abd al Râziq sut démontrer que, si à Médine, Muhammad avait dû assumer un rôle politique, cela n'avait été dû qu'aux circonstances du moment. Le véritable message de l'Islam serait donc celui de La Mecque et non pas tellement celui de Médine. Nombreux sont les penseurs qui ont soutenu la thèse que le califat était un accident historique, qu'il s'agisse du chef des '*Ulamâ'* algériens, Ben Bâdîs, des Égyptiens M. Khâlid, et Farag Fôda, du Soudanais Mahmûd M. Tâhâ et de la plupart des responsables musulmans du pouvoir politique, du Sénégal à l'Indonésie.

La longue histoire de l'Islam a toujours connu une subtile distinction des pouvoirs politiques et religieux, comme le démontre un autre livre du GRIC, intitulé *Pluralisme et laïcité: Chrétiens et Musulmans proposent* (1996). Il n'en reste pas moins que, si l'Etat est toujours le grand « décideur », il sait aussi gérer les institutions de l'Islam national et lui imposer une certaine « interprétation moderne », parfois pragmatique sinon opportuniste, de ses sources et de ses pratiques, ne serait-ce qu'à travers ses lois et son système éducatif. L'histoire récente n'a fait qu'en multiplier les exemples. Selon la thèse des modernes, l'*Umma* devrait n'être qu'une communauté de témoignage et d'adoration comme le souhaitent un Mohamed Talbi et un Syed Z. Abedin. Les options sont ouvertes...

Parallèlement à cette « reconstruction » moderne des rapports entre la religion et l'Etat, il y a également cet accueil grandissant des Droits de l'Homme et de la Femme dans les sociétés musulmanes, mais selon des formes et des rythmes qui témoignent à nouveau de deux tendances assez divergentes. Si les États musulmans alors indépendants soutinrent en 1948 la promulgation de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, l'Arabie Saoudite s'est néanmoins abstenue, refusant ainsi de souscrire à l'un de ses articles. Il n'empêche que, peu à peu, les Etats islamiques et les sociétés musulmanes se sont habitués à son expression et à son contenu, considérant même que l'Islam les avait toujours affirmés. La modernité, par le biais de cette reconnaissance des droits de la personne, de l'homme et de la femme à égalité, a donc été relativement accueillie, mais non sans réserve ni critique de la part de certains : n'était-elle pas trop marquée par ses origines occidentales et chrétiennes ?

L'observateur impartial se doit de reconnaître qu'en ce qui concerne la promotion de la femme, la modernisation du droit de la famille a permis, en de nombreux pays, de limiter les possibilités de la poly-

gamie, de réduire sinon de supprimer la répudiation, d'imposer un âge minimum au mariage, d'offrir des possibilités de divorce aux femmes et d'élargir à celles-ci les responsabilités de la tutelle sur les enfants. L'accès des jeunes à l'école et à l'université et l'entrée des femmes dans le monde du travail ont entraîné une modernisation des mœurs et une redéfinition de la cellule familiale malgré les campagnes en faveur du «voile» et de la «séparation des sexes». Comme on le devine, l'accueil sans réserve ou avec réserve de la doctrine des Droits de l'Homme invite les intellectuels et les 'ulamâ' à repenser les fondements du droit et les conditions juridiques des sociétés désormais pluralistes. Là encore les réflexions sont en cours et les publications, pour ou contre, nombreuses

Ainsi donc l'accueil de la modernité se révèle avoir eu des périodes néfastes et fastes du côté musulman, comme du côté chrétien, au cours des XIX^e et XX^e siècles. Il est vrai qu'il s'agissait d'un phénomène complexe qui revêtait des formes multiples : modernité technique, modernité juridique, modernité politique, modernité laïque, modernité religieuse, etc. Mettant en cause les formes traditionnelles d'expression de la foi, du culte, de la morale et de la vie, la modernité ne peut être accueillie par les sociétés de croyants qu'après avoir donné la preuve qu'elle n'est qu'une «forme passagère » qui ne touche pas à l'essentiel de la religion. Encore a-t-il fallu du temps dans le monde musulman comme dans le monde chrétien, pour bien mesurer l'ampleur de sa contestation et y discerner des chances de purification pour la foi des personnes et la mission des institutions religieuses.

Du côté musulman, les choses se sont avérées plus compliquées. D'une part, la modernité venait d'ailleurs et semblait par trop occidentale et chrétienne et, d'autre part, l'Islam avait à se redéfinir en sa triple dimension de religion, de société et d'État (*dîn, dunyâ, dawla*). D'où les résistances et les refus face à «l'agression culturelle », puis un accueil réservé ou intéressé pour mieux restaurer l'Islam, puis des interrogations plus sérieuses sur les possibilités d'en intégrer les valeurs de rationalité, de démocratie et de Droits de l'Homme, pour assurer un meilleur avenir à un Islam renouvelé.

A terme, si l'Eglise catholique a refusé la modernisation du Christianisme et a œuvré et pour une « évangelisation » de la modernité, du côté musulman, certains sont toujours partisans d'une « islamisation de la modernité », sous quelque forme que ce soit, tandis que d'autres se contentent d'une «modernisation de l'Islam». Mais que signifie exactement le mot «islamiser»? L'Eglise catholique a pu redéfinir bien des choses au Concile Vatican II et préciser ce qu'elle entend aujourd'hui par «évangeliser». Bien des musulmans, à l'instar de feu le roi Hassan II du Maroc, rêvent d'un concile musulman qui proposerait peut-être une réponse claire à la question. Les sommets de l'Organisation de la Conférence Islamique pourraient-ils réaliser ce rêve ? Là encore les jeux ne sont pas faits, même si l'évolution historique, comme le disait Jalâl al-'Azm, va dans le sens d'une affirmation du «oui» à la modernité, enfin reconnue et assumée pour le bien de tous. L'expérience des chrétiens pourrait sans doute aider bien des musulmans à mieux distinguer, comme l'écrit A. Charfi, «la religion et la compréhension de la religion». Beaucoup y voient une raison de plus en faveur du dialogue en cours entre chrétiens et musulmans.



Le C T J A a lu et traduit pour vous...

...sept articles de journaux arabes, parus entre octobre 2001 et aout 2002, en Egypte, au Liban ou au Moyen-Orient, qui traduisent à leur façon le malaise des intellectuels musulmans dans ces « sables mouvants » des défis de la modernité

1. Modernisation : la question vitale.

La CIA vient de publier un rapport qui met en doute la capacité du monde arabe à se moderniser. L'auteur de ce premier article répond qu'il y a chez les élites arabes une volonté politique à sortir du sous-développement et à s'adapter aux divers changements du monde moderne. (Al-Ahram, Egypte, déc.2001)

La modernisation, un mot d'ordre récurrent dans le discours égyptien. Il est évoqué à diverses occasions. L'actualité veut qu'il revienne à la mode. Le discours du président Mubarak devant les intellectuels à la Foire du livre et la déclaration de politique générale du premier ministre devant

l'Assemblée du peuple, ont évoqué ce thème de plusieurs manières. Mais tout d'un coup, un rapport d'une page publié par la C.I.A. et concernant l'avenir de la région arabe d'ici 2015 a mis le feu aux poudres. Pessimiste, ce document faisant partie des prévisions de cette agence, qui a la réputation de faire et de refaire le monde à sa guise, a mis en doute la capacité du monde arabe à se moderniser, du moins à s'adapter aux divers changements dans le monde. Les termes du rapport ont soulevé l'effervescence de la presse égyptienne et arabe qui s'en est emparée pour en dénoncer le caractère tendancieux et suspect. Pour ce rapport, les perspectives sont sombres : le monde arabe sera peuplé de jeunes chômeurs enclins à l'extrémisme, disposés à commettre des actes terroristes à l'intérieur et à l'extérieur, rejetant la moindre influence positive de la part du monde et vivant dans des sociétés répressives.

Si le rapport a été si mal accueilli en Egypte, c'est parce qu'il émane d'une institution connue pour être très influente sur la politique des Etats-Unis. Il s'ajoute en outre à plusieurs autres documents et attitudes de Washington mettant en doute la capacité d'adaptation, et de l'Egypte, et des autres pays arabes, au nouvel ordre mondial, c'est à dire à la mondialisation considérée comme l'incontournable idéologie que le monde entier doit suivre à moins d'être voué à l'isolement et à l'échec. L'éditorialiste du *New York Times*, Thomas L. Friedman, qui n'en est pas à sa première croisade dans ce sens, a adressé un message aux peuples arabes. Dans ce style qui lui est cher, celui d'écrire des messages fictifs du président Clinton, il écrit : « Ce qui me préoccupe le plus sur le climat existant dans la rue aujourd'hui, c'est l'hostilité à l'égard de la modernisation, de la mondialisation, de la démocratisation et de la révolution dans l'information... Pendant que d'autres pays se consacrent à développer leurs industries compétitives de niveau mondial, vous continuez à vous préoccuper à protéger vos économies qui ne sont pas du tout compétitives Tandis que d'autres dirigeants renforcent leur légitimité par la promotion de l'éducation, vous construisez la vôtre par le conflit religieux.... Tandis que d'autres cherchent des investisseurs étrangers pour créer des emplois pour leurs jeunes, vous les éloignez à cause d'une bureaucratie malveillante ».

Les termes des deux documents sont presque identiques. La C.I.A., comme Friedman, voient plusieurs obstacles à la modernisation dans ces sociétés : manque de compétitivité économique, chômage et domination d'une société répressive avec le fondamentalisme religieux comme principal support. D'autres analystes américains de la même trempe relèvent que la plupart des pays arabes sont pris dans l'engrenage du conflit avec Israël ou avec les militants islamistes. La région a comme tradition politique de libéraliser l'économie, mais pas la vie politique. Somme toute, le déclenchement de plusieurs crises ces dernières semaines, l'une se rapportant à la liberté d'expression et ses limites (l'histoire des trois romans interdits de publication par le ministre de la Culture), l'autre à la récession, avec comme principal aspect le spectre du chômage et un avenir économique, sont venues renforcer ces sombres prévisions.

Mais en même temps, de nombreux responsables et intellectuels sont venus les démentir, du moins les atténuer. Certains, comme le Dr Al-Fiqi, vice-président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée du peuple, n'ont pas hésité à parler de cette tentative visant à détruire l'avenir de la jeunesse arabe. Il s'agit de rapports mal intentionnés qui véhiculent des prévisions frustrantes auxquelles font défaut et la preuve scientifique et l'analyse rationnelle. Ils font partie d'une campagne orchestrée par des cercles hostiles au monde arabe, visant à en déformer l'image et compromettre son avenir. Pour Al-Fiqi, il faut plutôt voir l'aspect heureux des choses. Pour lui, la jeunesse est plus liée aux données de cette époque, et a soif de connaissances modernes. Il cite à cet égard l'engouement pour l'informatique. L'avenir sera meilleur que le présent, avec ses problèmes politiques, économiques, culturels et sociaux.

Toujours est-il que ces facteurs précis qui empêchent la modernisation ne peuvent être ignorés. Nabil Abdel-Fattah, chercheur au Centre d'études politiques et stratégiques de notre journal, évoque ainsi l'immobilisme de l'élite politique et culturelle égyptienne. « Ceci concerne autant le gouvernement que l'opposition. Ceux qui dominent la vie politique et les médias appartiennent à l'ancienne garde, des septuagénaires, qui ont expulsé les nouvelles générations de la vie politique, ce qui a provoqué un véritable vide. Sans une réforme de l'enseignement, de la culture et de la vie politique, le projet de modernisation ne pourra avoir lieu. Une vie politique qui accepte l'alternance au pouvoir et qui bannit la langue de bois comme instrument de communication. » Abdel-Fattah n'est pas le seul à reconnaître l'existence de la crise. Ainsi, nombreux sont ceux qui, au lieu de vouer le rapport aux gémonies en tant qu'instrument d'une puissance diabolisée, considèrent qu'il pourrait donner lieu à une réflexion pour sortir de l'impasse.

« Le rapport peut être le point de départ d'une méthode nous permettant de traiter nos affaires et celles de la région », estime Abdel-Moneim Saïd, directeur du C.E.P.S.. En fait, le chômage, le décollage économique peu réussi et l'intégrisme religieux sont des problèmes réels et ne représentent pas seulement des moyens de pression dont usent les Etats-Unis contre le monde arabe, l'Egypte entre autres. Les relations entre Washington et Le Caire ont connu des hauts et des bas ces derniers temps et ont été souvent ponctuées de guerres des nerfs, avec médias interposés. L'éditorial de Friedman au lendemain de l'échec de Camp David II, où il attribuait au président Moubarak une part de responsabilité dans ce fiasco ; le procès de Saadeddine Ibrahim, intellectuel égyptien de nationalité américaine et directeur du centre Ibn Khaldoun, accusé un certain moment d'intelligence avec les Etats-Unis, sont autant d'éléments d'un contentieux entre les deux pays. Les termes de ce différend portent d'une part sur le processus de paix et les relations avec Israël, Washington souhaitant plus de pressions du Caire sur les Palestiniens, et sur le libéralisme économique d'autre part. Les Etats-Unis n'estiment pas suffisantes les mesures prises par l'Egypte dans ce sens. C'est ce qui explique une réaction où l'on a voulu placer le rapport dans ce même contexte. Or, comme on le souligne, le document ne concerne pas la seule Egypte, ni même le monde arabe. Il s'agit surtout d'un dossier sur l'avenir dans le contexte de la futurologie considérée comme une des principales disciplines modernes. Le pessimisme qu'il véhicule, ou du moins l'incertitude, concerne aussi bien le Moyen Orient que l'Afrique sub-saharienne, et les approvisionnements en pétrole des pays occidentaux à partir de l'O.P.E.P..

Mahmoud Al-Alem, penseur de gauche, va aussi dans ce sens : « Je n'ai qu'un commentaire à faire, voire une réponse, c'est le développement global. Celui-ci n'est pas seulement économique, mais culturel, éducatif, sans oublier la démocratisation. Aujourd'hui, nous n'avons de planification dans aucun de ces domaines ». Il est vrai qu'Al-Alem va dans un sens contraire au rapport en ce qui concerne l'économie de marché en tant qu'indicateur de modernisme. Pour lui, la planification est une exigence pour toute société en développement. Le fait que l'Etat s'en lave les mains n'est pas dans l'intérêt de la modernisation : le secteur privé ne cherche que des gains rapides et directs qu'il tire de la spéculation boursière, de l'immobilier et des secteurs illicites, comme la drogue, la contrebande, etc...une économie de marché qui est à la limite du capitalisme sauvage et qui n'est pas génératrice d'une vraie modernisation. Les systèmes informatiques ou autres mis en place ne font que servir des secteurs peu productifs sans effet véritable. Il n'y a pas, avec de telles techniques, des changements de mentalité, ni une résorption du chômage. Celui-ci a atteint en Egypte 6,8 millions de citoyens sur 67 millions d'habitants selon les chiffres officiels.

Cela met face à face deux stratégies. Si pour un homme de gauche la haute technologie et autres techniques modernes ne sont pas susceptibles de créer de nombreux emplois, d'autres y voient des indices de modernisation incontournables. Les rapports occidentaux évoquent en effet l'absence dans la région de main-d'œuvre qualifiée qui serait l'une des sources d'attraction. Un rapport de 1996 souligne que les Arabes qui ont fait des études universitaires ne dépassent pas 2 % de la population. Et même si le niveau de l'élite arabe est comparable à celui des autres pays développés, l'application des résultats de leurs éventuelles recherches se heurte à beaucoup d'obstacles. Pourtant, le niveau de la science et de la technologie dans cette partie du monde arabe est plus que convenable. La lacune se situe au niveau du financement et d'une planification soignée de l'éducation.

Ces jugements, comme bien d'autres émanant de spécialistes occidentaux, même s'ils reflètent une vision trop pessimiste de la société arabe, ne sont pas moins importants dans la mesure où l'on ne peut, dans le cadre du libéralisme économique et de la mondialisation, se passer des investissements étrangers. L'autocritique est assurée d'ailleurs en Egypte. Awatef Abderrahmane, professeur de journalisme à la faculté de communication de l'Université du Caire, dénonce la corruption qui est à l'origine du déséquilibre économique. Le chômage en est une conséquence directe. Il s'agit de la corruption institutionnelle qui provoque une usure des ressources économiques.

Les avis se rejoignent quelque soit le camp où l'on se range. Si Al-Alem et Awatef appartiennent à la gauche, Sayed Yassine, penseur indépendant, reconnaît la crise et pense que les réalisations dans le monde arabe sont trop modestes sur les plans démocratique et économique. Les tentatives de développement sont dans l'impasse en raison de l'absence d'une vision stratégique globale, sur les plans local ou régional. Les traditions obsolètes dominant, elles entravent le progrès.

Cela dit, Sayed Yassine, tout en relevant aussi un autre aspect, celui de l'analphabétisme et le manque d'une pensée scientifique de base, n'exclut pas les possibilités de progrès. Mais ceux-ci

exigent diverses conditions qu'il énumère dans son livre *“L'Informatique et la civilisation de la mondialisation”*. Ces conditions se résument dans une volonté politique efficace, déterminée à sortir du sous développement dans tous ses aspects, et dans la capacité des élites arabes à mettre au point une stratégie susceptible de mobiliser les ressources économiques. Il conclut aussi à la nécessité de traiter de manière positive les changements mondiaux avec en tête la *“mondialisation”* avec tous ses aspects politiques, économiques et culturels.

Il est évident que, dans une grande mesure, les avis concordent. Ils donnent raison plus ou moins à ce rapport, non pas dans son aspect pessimiste ou négatif, mais surtout dans les facteurs nécessaires à toute modernisation. Il semble inévitable que celle-ci passe par la mondialisation.

Avec la résistance fondamentaliste qui s'est manifestée notamment lors des derniers débats sur la liberté de création, on se demande si l'islamisme constitue un obstacle à cette modernisation. Au-delà des détails sur le contenu même de la polémique, on relève une double censure venant tant d'un Etat qui veut éviter de nager dans les eaux dangereuses que des Frères musulmans et autres catégories fondamentalistes. Sayed Yassine relève une complicité entre les institutions politique et religieuse pour interdire la liberté de pensée et d'expression dans le monde arabe, une principale source de sous développement.

S'il n'est pas question de collusion dans le cas de l'Égypte, il n'est pas moins vrai que le président Moubarak n'a pas manqué de souligner que le danger extrémiste n'a pas été écarté. Peut-être que la contribution d'un courant religieux modéré viendrait ici atténuer ces effets. Aboul-Ela Madi, avocat, et un des fondateurs du parti *“Al –Wassat”*, parti islamiste modéré, se prononce pour un effort conjoint du gouvernement, de l'élite politique, de la société civile, des syndicats et des institutions culturelles, pour assurer un décollage. D'ici là, il est évident que l'évolution et la modernisation se feront en dents de scie.

Ahmed Loutfi – Nada Al-Hagrassy

2. La religion entre authenticité et modernité

Un autre article, plus récent, veut démontrer que l'Islam est une religion qui s'adapte à toutes les époques. (Al-Watan Al-Arabi (Liban) , Août 2002)

Les religions antérieures étaient des religions historiques, qui étaient en rapport avec leur temps et se conformaient au milieu ambiant où elles étaient apparues. Dieu a fait de l'Islam une religion définitive universelle, valable pour tous les temps et tous les lieux. Son message englobe à la fois les hommes et les *“Djinn” (génies)* et elle s'est répandue de telle sorte qu'elle est devenue le sceau de tous les messages. Son Prophète fût la pierre de fondation sur laquelle s'est édifiée la prophétie à la belle apparence et au beau langage. Un hadith, rapporté par Al-Bukhârî, dit à ce propos : « Je ressemble, moi, et les prophètes qui m'ont précédé, à cet homme qui a construit une maison. Il l'a faite belle et parfaite, sauf qu'il lui manquait, à l'un de ses angles, une pierre. Les gens se sont mis à tourner tout autour et à exprimer leur admiration. Ils se disaient : «Quand donc mettra-t-on à l'édifice la dernière pierre ? Je suis, moi, cette pierre. Je suis le sceau des prophètes. » Tout homme qui a adhéré à l'Islam y a trouvé son bonheur. Les chercheurs et les réformistes ont puisé à sa lumière. L'Islam en effet est en parfait accord avec la nature première de l'homme. L'Islam a considéré la raison comme sacrée. Il a respecté la liberté. Il a établi la fraternité et l'égalité entre tous les hommes et une parfaite harmonie entre le corps et l'esprit. Il s'est employé à assurer le bonheur dans cette vie et également dans l'au-delà. Sans parler des fondements qui caractérisent sa personnalité comme la foi, le culte et le débordement de la connaissance. Ajouter à cela des vérités secondaires qui ne jouissent pas d'un énoncé clair mais où les différences sont les bienvenues, à condition que cela n'aille pas à l'encontre des textes généraux et de l'esprit qui commandent le bien commun qui fut l'apport propre de l'Islam en vue de conduire les hommes des ténèbres à la lumière.

Ce sont ces fondements qui caractérisent la personnalité de l'Islam et l'aptitude de ses textes à s'appliquer partout et toujours quels que soient les circonstances et le temps, qui font que ce n'est pas une religion stérile, inapte à diriger l'humanité dans son évolution constante et son apport généreux.

Du moment que les fondements et les hautes valeurs ne changent pas avec les variations du temps et de l'espace, l'Islam est une religion qui s'adapte à toutes les époques. Face à ses textes, les hommes se partagent en deux catégories : les partisans et les adversaires fanatiques de l'Islam. Les premiers se partagent entre les matérialistes athées qui combattent toute religion et les adeptes de certaines religions qui n'admettent pas que l'Islam entre en compétition avec elles pour des questions de pouvoir. Les partisans se partagent entre ceux qui tiennent aux valeurs, tant formellement qu'objectivement, sans tenir compte de la loi de l'évolution et ceux qui sont pleins d'enthousiasme pour sa modernité.

Parmi ceux-ci il y a les modérés qui font appel à la raison plus qu'à l'émotion et qui vont d'un pas mesuré, jugeant des choses avec discernement : il s'agit des savants, des spécialistes en la matière et qui sont dignes de respect ; et il y a ceux dont l'enthousiasme est plus émotionnel que rationnel et qui s'empressent de faire des interprétations pour montrer la capacité de la religion à s'adapter à la marche de l'humanité qui avance rapidement. Nombreux parmi ceux-ci ne sont pas au courant de l'identité qui différencie l'Islam des autres religions. Les sages sont étrangers à notre temps et sont la cible des critiques. Les enthousiastes sont dans leur majorité pleins d'admiration pour l'étranger et pour sa force. Ils s'emploient à contourner les textes dans tous les sens pour les harmoniser avec l'esprit du temps. Ils lui font dire toutes sortes de nouveautés, tant au plan de la pensée que des hypothèses qui sont loin d'être prouvées. Tous répètent ce que l'Imam Malik a dit il y a des centaines d'années : rien n'est valable pour la communauté ('*ammU*') d'aujourd'hui que ce qui le fut pour ses débuts.

Le problème se situe au niveau de la nécessité de combler le fossé entre la raison bien tempérée et l'affectivité irrationnelle. Il faut faire en sorte que la religion préserve sa personnalité et son attachement aux fondements stables et qu'elle s'adapte au temps en faisant appel à la souplesse des textes, tout en se basant sur ce que les '*amalU*' en ont déduit en fait de jugements qui doivent être valables pour tout événement quel que soit le temps, et sur les solutions qu'ils ont trouvées pour les problèmes qui surgissent au cours des siècles. Il s'agit de tenir compte aussi de l'effort d'interprétation à partir des fondements qui découlent des textes clairs et de l'esprit général, ce qui permet de pouvoir s'adapter à toute réflexion qui assure le bien général.

Il importe de ne pas se fier aveuglément à n'importe quelle opinion, fruit d'un effort d'interprétation tel qu'il est, source de différends et d'appauvrissements, donnant ainsi de l'Islam une image déformée. Les habitations se différencient les unes des autres par leurs murs, leurs plafonds si authentiques qui les rend uniques en leur genre. Ces habitations se surpassent les unes les autres de par leurs formes et leur architecture tant extérieures qu'intérieures. Pourtant, un même lien les unit toutes, c'est l'esprit propre à la vie de chaque groupe. Les apparences extérieures variées ne sont pas cause de divisions, du moment qu'est préservée la substance authentique. Les partisans de la nouveauté sont-ils attentifs à cette vérité ? Servent-ils leur religion et leur nation dans un esprit d'entraide sincère en vue d'affronter les défis et de franchir les obstacles ? Que Dieu nous fasse réussir dans ce dessein !

Cheikh 'Atya Saqar

3. L'erreur des intellectuels arabes

Pour faire connaître cet "universalisme" musulman il faudrait établir un programme précis pour défen- dre l'image du monde arabe en Occident, travail qui n'a pas été fait par la majorité des responsables intel- lectuels. (Al-Ahrâm , Egypte, Décembre 2001)

Probablement, ce que la Conférence des intellectuels arabes, tenue au siège de la Ligue arabe et dont l'initiative revient à son secrétaire général, Amr Moussa, a présenté de plus important est d'avoir annoncé le commencement d'une nouvelle étape dans l'action de la Ligue, au cours de laquelle elle placerait haut le rôle des intellectuels dans une région où certains régimes ont tout fait pour les marginaliser ou même pour s'en débarrasser en les mettant en prison ou en les exilant. Ainsi, Amr Moussa a franchi la phase de préparation qui lui a pris six mois et a entamé celle de l'essor à laquelle tout le monde aspirait depuis sa nomination en mai dernier. Les intellectuels, eux, se sont-ils élevés au niveau que l'on attendait d'eux au cours de cette étape ?

La rencontre qui s'est tenue au siège de la Ligue arabe au Caire les 26 et 27 novembre était un événement sans précédent dans l'histoire de l'organisation panarabe. Avant cette date, elle était

ligotée par un style de travail qui limitait toute action aux directives des rois et des présidents sous prétexte qu'elle était une ligue des Etats, et qu'elle ne pouvait entreprendre aucune action sans qu'elle ne soit poussée par les Etats membres. Il était pourtant convenu entre ces Etats d'assurer une certaine marge de liberté à la Ligue pour agir de sa propre initiative, sans toutefois contredire le consensus.

Je reconnais que même si j'avais estimé le bien-fondé de cette opinion, il n'en demeurait pas moins que je n'avais jamais imaginé qu'elle pourrait se concrétiser. Et j'aspirais à ce moment où la Ligue agirait de sa propre initiative en fonction des prérogatives qui lui sont conférées. Et cette occasion intervient six mois après la nomination du sixième secrétaire de la Ligue arabe. Il avait fallu d'abord remettre de l'ordre dans la maison et réexaminer de nombreuses méthodes de travail dépassées à l'intérieur de notre vénérable Ligue.

Amr Moussa a parcouru au cours de ces six mois toute la Nation arabe. Il s'est entretenu avec les rois et les présidents des Etats arabes et a obtenu leur approbation quant à de nombreux projets, voire même l'augmentation de certains crédits nécessaires à ces projets. Il a annoncé, à titre d'exemple, la mise en place d'un nouveau fonds pour soutenir l'image de marque arabe à l'étranger pour laquelle Sa Majesté le Cheikh Zayed a accordé un crédit d'un million de dollars. Il a annoncé également la création d'un commissariat chargé des affaires des communautés arabes dans les pays du monde et ce pour la première fois dans l'histoire de la Ligue. De plus, un commissariat de la cause palestinienne a été confié à Mme Hanane Achrawi.

La dernière conférence s'est focalisée sur la question de la relation avec l'Occident, affirmant qu'elle implique la continuité entre les civilisations et non pas le conflit entre elles comme le suggèrent certaines voix occidentales. Une grande partie des allocutions de ses participants s'est concentrée sur l'histoire des relations entre les civilisations arabe et occidentale. L'allocution d'ouverture d'Amr Moussa comportait un appel clair à prendre des mesures pratiques pour redorer le blason arabe et en conséquence entretenir des relations saines entre le monde arabe et les sociétés occidentales. Mais à mon avis, le programme n'a pas été à la hauteur du nouvel esprit qu'a insufflé Amr Moussa à la Ligue. J'avais imaginé que les intellectuels seraient les premiers à en porter le flambeau dans le monde arabe en annonçant une ère nouvelle.

Les propositions des intellectuels arabes étaient extrêmement conformistes, et c'était le même discours qu'on pouvait entendre comme au cours des années précédentes. Pourtant, nous vivons des circonstances très spéciales après les événements de septembre dernier aux Etats-Unis, avec les conséquences qui s'ensuivirent et les réactions vis-à-vis des Arabes et des Musulmans dans les différents pays occidentaux. La plupart des propositions étaient prisonnières de la sphère intellectuelle. Elles portaient par exemple sur les centres culturels arabes à l'étranger, sur la tenue de conférences conjointes, sur l'organisation d'expositions arabes et le financement de chaires de civilisation arabe et islamique dans les universités, également sur la nécessité d'encourager les échanges entre professeurs et aussi la traduction de chefs-d'œuvre arabes. On n'avait pas besoin, pour cela, de réunir une conférence des intellectuels en provenance des quatre coins du monde arabe, auxquels on avait demandé d'envoyer leurs propositions pour un programme d'action. Mais en réalité, les propositions ressemblaient beaucoup à un simple bavardage à la terrasse d'un café.

A mon avis, l'erreur fondamentale est qu'ils ont discuté l'un des problèmes les plus importants du monde arabe sans être sortis vraiment de leurs bureaux, leurs universités ou leurs centres de recherches. Le danger auquel notre monde arabe fait face actuellement réside dans le fait qu'il concerne pour la première fois la rue arabe. Ceci d'autant plus que l'agressivité à l'égard des Arabes est sans précédent : aujourd'hui nous faisons face à une offensive violente provenant de la rue occidentale même. C'est pourquoi le champ de travail à prendre en considération devait être la rue occidentale même et non pas les centres de recherches ou les expositions culturelles.

Je ne suis pas l'un de ceux qui se trouvent toujours obligés à se référer à Israël. Mais je me dois ici de soulever la question suivante : comment le sionisme international a-t-il pu répandre son hégémonie dans les cerveaux à l'étranger, depuis les débuts du XXe siècle jusqu'à l'établissement d'un Etat juif et jusqu'à nos jours ? Je me permets de répondre en disant : Ceci n'a pas eu lieu par des expositions ni par l'échange de professeurs d'universités ou la traduction de livres, mais ceci s'est accompli en parvenant à toucher l'homme de la rue à travers les médias, ces médias qui n'ont suscité que peu d'intérêt de la part des intellectuels.

Ce que nous devons faire au cours de la Conférence, c'était de présenter un programme différent de ce que contiennent les conventions de coopération culturelle et de dépasser tout ceci en adop-

tant de nouvelles façons de faire, capables de toucher l'opinion publique. Prenons par exemple la chaîne "Al-Jazîra" du Qatar qui a attiré l'attention de l'ennemi avant celle de l'ami, malgré les réserves justifiées ou non que nous pouvons avoir quant à sa méthode de travail. Elle a réussi à se démarquer de l'image traditionnelle stérile qui est le propre de nos chaînes satellites arabes. Elle a pu établir un contact direct avec les téléspectateurs sans recourir à des déclarations officielles répétées à satiété.

C'est une preuve de l'influence prépondérante que peuvent avoir les médias populaires qui vont au-delà de toutes les barrières qu'érigent les centres de recherches pour parvenir à l'homme de la rue qui aimerait être le centre de nos préoccupations aujourd'hui. Le sentiment d'hostilité envers les Arabes et les musulmans fait de ceux-ci l'objet d'harcèlements et d'agressions. Et dans ce contexte, l'unique voie pour parvenir à l'homme de la rue, ce sont les médias et surtout la télévision.

J'ai été étonné que seuls quatre de la centaine de participants à la conférence ont parlé de créer une chaîne. A leur tête Ibrahim Nafie, le président du Syndicat des journalistes arabes, a réalisé avant tout le monde que les médias étaient une arme efficace et incomparable. Ensuite ce fut Ali Fakhreddine de Bahreïn qui a parlé de la nécessité d'instaurer une institution médiatique arabe. Et moi-même, j'ai proposé dès la première session l'idée d'une chaîne satellite. Enfin l'intellectuel Anouar Abdel-Malek a affiché au cours de son allocution son soutien à cette idée. Mais je ne me souviens pas que les ministres arabes de l'Information aient été mentionnés dans les propos des conférenciers qui ont parlé de la chaîne satellite...

Il faut que la Ligue arabe décide au cours de sa prochaine étape de créer une chaîne satellite nouvelle s'adaptant aux données internationales actuelles, supervisée par un organisme indépendant (comme c'est le cas avec la BBC), et sous forme de propriété collective (comme avec le quotidien "Le Monde" par exemple). Ainsi, ce sera une nouvelle "chaîne arabe privée". Si les Etats lui apportent un soutien matériel, probablement à travers le nouveau fonds auquel le cheikh Zayed a apporté une contribution d'un million de dollars, ceci ne doit se faire qu'au cours de l'étape de sa fondation. Elle devra, dans un second temps, totalement s'autofinancer, à l'exemple de tous les médias qui ont beaucoup de succès. Nous avons dans le monde arabe des personnes pour cela...

Mohammad Salmaw

4. La Ligue Arabe et les intellectuels de la nation arabe

Evoquant le Congrès en question, un autre journaliste d'Al-Ahram, souligne le rôle important que la Ligue doit jouer pour encourager des actions de propagande surtout orientées vers le dialogue des civilisations.

Dès le mot d'introduction dit par le secrétaire général, il fut clair que la philosophie de ce congrès était de révéler aux dirigeants arabes le point de vue des intellectuels. Nous avons assisté à un rare moment historique : la voix des intellectuels parvenant enfin à l'autorité, non pour la glorifier mais pour mettre en évidence à ses yeux les diverses dimensions culturelles de la notion de *dialogue des civilisations*. Mr. 'Amr Moussa nous a assurés que les présidents et les souverains avaient promis qu'ils étudieraient avec le plus grand sérieux les recommandations de ce congrès. Combien nous aurions besoin ces jours-ci de montrer que les intellectuels concourent à pousser nos pays vers la liberté, vers les Lumières et la compréhension de l'autre, pour que les décisions prises soient appuyées sur une ample vision culturelle ! C'est d'ailleurs ce qui s'est passé au congrès puisque 45 études ont été présentées au sujet du *dialogue des civilisations* et qu'un document de travail fut diffusé auprès des membres du congrès pour réaliser ce dialogue en pratique et faire ressortir la véritable image de la nation arabe et de l'Islam en opposition aux images déformées qui ont paru dans le monde après les événements du 11 septembre.. Les participants sont d'accord sur les lignes principales :

1. Il faut prendre en compte le fait que nous vivons une impasse historique qui exige de tous une position critique pour répondre à la question : pourquoi ne sommes-nous pas des acteurs de la civilisation contemporaine, comme nous l'avons été auparavant et aux âges d'antan ? Pourquoi existe-t-il une espèce de vide médiatique arabe sur la scène culturelle mondiale, en particulier occidentale ?

La cause est-elle dans le manque de moyens ou dans l'absence de démocratie, dans la marginalisation des intellectuels ou le mépris du savoir et des sciences ?

2 - Il n'existe pas de perspective philosophique consensuelle pour l'action arabe à laquelle nous aspirons, face aux médias juifs et occidentaux. Le temps est-il venu pour la Ligue Arabe de jouer un rôle en ce sens ?

3 - Quelle est la situation de l'être humain dans la nation arabe? Il convient que toute politique arabe, dans l'ordre de l'éducation ou de la culture, parte du fait que l'être humain en est l'axe et le but, le sujet et la finalité, que le développement humain est le fondement du développement complet de la société, et qu'il faut magnifier la dignité de chaque citoyen afin que tout être humain soit conscient de son humanité. Alors s'approfondiront l'esprit de citoyenneté, l'éthique du dialogue entre les hommes, et l'acceptation de la pluralité.

4 - Les liens de solidarité entre les civilisations reposent sur l'élément humain. Or pour créer des liens de solidarité il y a des groupes humains plus qualifiés, comme les émigrés arabes. De même, il y a, parmi ces émigrés, des arabes chrétiens qui pourraient jouer un rôle évident pour de tels liens.

5 - De nombreux assistants ont mis l'accent sur les allocutions religieuses lancées actuellement dans la nation arabe : la majorité d'entre elles ont besoin d'un éclairage politique sur les événements mondiaux. La manière d'en parler au monde doit se centrer sur les côtés positifs, l'acceptation de l'autre, le soutien du dialogue et l'insistance sur le refus du meurtre, de la violence sous toutes ses formes et de toutes les manières. Des leaders religieux éclairés ont un rôle à jouer en ce sens.

6 - Il faut prendre des initiatives dans de nombreuses directions. Par exemple :

- Lancer l'idée de la tenue d'une conférence avec la Communauté européenne pour confronter nos points de vue au sujet du phénomène du terrorisme qui menace la collectivité internationale, car les arabes peuvent aborder ce sujet sans aucun tabou.

- Organiser de nombreux colloques: d'une part entre les experts et penseurs arabes et leurs homologues musulmans non arabes, d'autre part entre les penseurs arabes chrétiens et musulmans, enfin avec les penseurs émigrés.

- Traduire l'héritage arabe chrétien où il y a de nombreux exemples de dialogue islamo-chrétien qui remontent au Xe siècle pour rappeler au monde qu'il y a déjà mille ans qu'existe un dialogue intra-culturel dans notre région, comme en Egypte, en Syrie ou en Iraq.

- Créer un canal par satellite qui s'adresse à l'Occident dans sa langue et qui soit d'une façon claire l'expression de la culture arabe éclairée et mette en relief ses fondations qui reposent sur l'amitié, l'accueil de l'autre, la coopération avec le monde pour le bien de l'être humain.

7 - Aucun doute qu'un projet comme celui-là, centré sur le dessein national d'un dialogue avec l'Occident peut changer l'image déformée dessinée par Israël et le mouvement sioniste depuis plus de deux siècles. La déléguée de la Palestine a rappelé qu'Israël au cours du mois d'août 2001 a consacré la somme de cent millions de dollars pour améliorer son image sur la scène américaine. Il avait pris conscience en effet que, depuis la seconde "intifadha" palestinienne de septembre 2000, cette image avait été ébranlée dans les media occidentaux quand ils commencèrent à véhiculer l'image de l'agression de l'armée d'occupation israélienne contre deux civils palestiniens qu'ils tuèrent, en particulier le jeune Ed Dâra qui mourut dans les bras de son père.

S'il en est ainsi, combien avons-nous besoin d'améliorer notre image ! Pas de doute aussi que, depuis le 11 septembre, le monde vit dans un état d'inquiétude, de tension et de dépression qui affecte l'humanité entière. D'ailleurs ces événements ont amené la guerre contre l'Afghanistan. Après avoir vu la dévastation répandue par l'Amérique, nous voyons les tués qui nous apparaissent dans notre sommeil, au cours de nos repas ou de nos prières, qu'ils soient d'Afghanistan ou de Palestine. Et il semble que cet enchaînement soit sans fin. Les agences d'information et de presse, les chaînes de télévision déversent sur nous des millions d'analyses et de prédictions, rationnelles ou non, sans parler de la crise économique et des tensions intérieures.

Au milieu de tous ces engrenages survient le congrès pour le *dialogue des civilisations*, comme un souffle d'air frais dans une atmosphère suffocante ou un frisson de tendre chaleur dans un hiver glacial. Alors prions Dieu qu'il fasse de ce congrès l'amorce de la dissipation de l'anxiété et le début de l'union de la Communauté.

Dr. Akram Lam'i (Président de l'Assemblée de l'Eglise Evangélique d'Egypte)

5. L'Islam et la mondialisation

Sous le titre “*L'Islam et la mondialisation*” vient de se tenir dans la grande salle des congrès du Centre Culturel Islamique d' Aman, un colloque auquel participaient le Dr. Mohammed Al-Bûthî, doyen de la faculté de droit de l'université de Damas, le Dr. Al-Rachîd Sâlim, conseiller du ministre égyptien des affaires religieuses (*Waqfs*), le Dr Al-Salâm Al-'Abâdî, président du conseil des secrétaires de l'université d'Al-Beït en Jordanie et le Dr Mohammed Dambât, ministre jordanien du développement et de la gestion.

Ce dernier a pris la parole au début du colloque en traitant du concept universel de mondialisation. Elle signifie pour lui la liberté de mouvement du capital et l'ouverture des civilisations les unes aux autres selon les normes et dans les cadres normatifs conçus par les chefs de file de la mondialisation ; il a expliqué que la révolution informatique des communications et des satellites a rendu obsolètes beaucoup de notions culturelles des Etats et qu'elle a réduit les cultures nationales à l'état de fragments de l'Histoire. Il a ajouté que dans le domaine économique aussi la mondialisation a broyé la notion de protection économique nationale et qu'elle a renversé les barrières entre les Etats. Ainsi, le rôle de l'Etat est devenu celui d'un observateur. Comme la mondialisation aboutit à la notion de désintégration de la souveraineté de l'Etat, sous couvert de la proclamation des Droits de l'Homme, d'un autre côté elle conduit de nombreux gouvernements et sociétés à s'unir pour pouvoir lui résister. Le résultat de l'existence de la mondialisation a déjà été l'introduction de la bureaucratisation et le déploiement de la vague des télé-actions à travers les moyens contemporains comme la carte à puce ou d'autres. Ainsi, sous couvert de mondialisation, le point de vue des patrons est devenu une directive fondamentale pour les travailleurs des deux secteurs publics et privés.

Le Dr Dambât a indiqué que sous l'égide de la mondialisation de grands défis attendaient les Etats dans le futur, parmi lesquels il a évoqué la nécessité d'une coopération entre les Etats en développement comme entre les Etats arabes pour faire front à la mondialisation et lui résister. En effet sans l'union, ces Etats ne pourront pas s'adapter à la mondialisation et à ses horizons. Il a expliqué que la mondialisation diffère de l'universalité apportée par la religion islamique orthodoxe, étant donné que la religion islamique est par nature universelle.

Le Dr. Al Bûthî s'est exprimé au sujet de la mondialisation et de la civilisation islamique en disant qu'il y avait aujourd'hui dans le monde deux sous-produits : le premier est le *dialogue* des civilisations et le second le *choc* des civilisations. Il a indiqué que la mondialisation était en elle-même un troisième sous-produit par l'assujettissement de toutes les civilisations à la civilisation unipolaire et la tentative d'assujettir les civilisations humanistes à la civilisation unipolaire, ce qui est bien signifié par le fait que 11% des habitants de la planète contrôlent 89% de ce qui constitue sa culture, sa politique et son économie afin d'éviter l'apparition d'autres pôles. Il a passé en revue les caractères que l'Islam a imprimés à la vie des arabes en spécifiant que l'Islam les a fait sortir de la péninsule arabique pour appeler les hommes à se conduire droitement en accord avec leur nature profonde et saine, et en précisant que cette religion a décrété qu'il n'y avait pas de mise en tutelle d'une communauté par une autre et que les hommes étaient égaux : leur conscience étant unique, l'inférieur peut l'emporter sur le supérieur. Le Dr. Al Bûthî s'est interrogé sur la conduite que devait adopter la communauté arabe pour écarter les dangers de la mondialisation précisant que la voie à suivre pour écarter ces dangers était de s'arracher à la division et de revenir à l'unité islamique que Dieu a voulu pour elle.

Prenant la parole, le Dr. Al 'Abâdî, président du conseil des secrétaires de l'université d'Al Al Beït en Jordanie, a dit que la mondialisation, en ce temps qui est le nôtre, est un fait qui s'impose à la société humaine soit par le moyen d'un pôle unique, soit par la constitution d'un unique bloc. Il a ajouté que la mondialisation ce sont des mécaniques et des formules qui reposent sur le laisser faire dans le domaine de la culture, de l'économie et de la politique ajoutant que celui qui est fort est celui qui tire profit de ces mécanismes et de ces formules. Ce qui est requis de nous est de savoir comment nous en défendre et nous en protéger car la mondialisation comporte des dangers mais aussi des avantages. Parmi les dangers de la mondialisation il y a la perte d'identité de la communauté et la mise en coupe réglée de sa culture, de sa vie sociale et de sa politique. Le Docteur al 'Abâdî a indiqué que ce

qui était requis pour cela c'était la mise en place d'un message correct qui prône le changement, qui dise clairement les vérités et dévoile ce qui est authentique, ajoutant que l'Islam est compétent par sa nature propre et qu'il s'imposera de lui-même et sera présent sur la scène mondiale si les musulmans réussissent à le faire comprendre, à le faire connaître et à l'apporter aux hommes. C'est aux musulmans de l'époque contemporaine qu'il incombe de tirer profit des outils disponibles et il ajoute que le monde entier aujourd'hui a besoin de l'Islam et de son universalisme car c'est une religion qui fait la synthèse entre la matière et l'esprit, c'est pour cela qu'il est porteur de la pensée universelle. Il est donc de notre devoir de travailler à construire une annonce islamique correcte pour diffuser l'appel à l'Islam et le porter aux hommes du monde entier afin de réaliser le bonheur de l'individu dans ce monde-ci et dans l'autre, et d'orienter les hommes en direction de la nature inaltérée que Dieu a voulu pour le genre humain. Le Docteur Al-'Abâdî a indiqué que dans le domaine économique il fallait que nous soyons originaux et que notre industrie se démarque afin de pouvoir concurrencer les autres et entrer sur les marchés mondiaux en précisant que s'isoler du monde n'était pas une solution, le défi étant que nous entrions lucidement sur le champ de bataille international.

Enfin le Dr. Sâlim s'est exprimé au sujet du phénomène de la mondialisation exposant que ce phénomène se déploie dans trois dimensions. La première est la dimension culturelle qui consiste à exporter une culture vers les autres et il a indiqué que c'est une chose inadmissible pour l'Islam car celui-ci n'accepte pas de sortir de son fondement religieux. Cependant l'Islam négocie son rapport à ce phénomène en prenant ce qui est en accord avec ce qu'autorise son enseignement et en refusant ce qui serait intrus ou aberrant. Quant à la mondialisation sociale il a dit que, cette dernière voulait faire passer l'individu ou les sociétés à une vie sociale faite pour d'autres si bien qu'ils sont aliénés dans leurs normes sociales. Là aussi il a indiqué que cette chose était inacceptable du point de vue de la loi islamique car le musulman marche en suivant les principes et la voie tracée par le Livre de Dieu (*le Coran*) et la Sunna (*Tradition*) du Prophète. En abordant le troisième aspect du phénomène de la mondialisation qui est le côté économique, il a indiqué qu'avec toute la rigueur nécessaire il fallait s'engager de ce côté étant donné qu'il est nécessaire d'utiliser la technologie dans tous les domaines de la vie et que celui qui refuserait cette technologie manquerait l'embarquement et le convoi des autres nations et par suite serait transformé en une momie. Il a donc indiqué qu'il fallait établir les législations nécessaires pour un développement économique islamique afin de rattraper les Etats économiquement avancés.

Dr. Dambat - Dr. Salîm

6. Les Arabes au milieu de sables mouvants

Ces dangers peuvent être écartés si la modernisation est le fruit d'une action éclairée conduite par des gens capables de susciter un renouveau culturel face aux campagnes de dénigrement menées contre l'Islam. (Asharq Al-Awsat , Moyen-Orient, Décembre 2001)

Dans la salle consacrée à la cérémonie de la remise du Prix Nobel à l'Académie suédoise de Stockholm, a éclaté un tonnerre d'applaudissements au moment de l'annonce de la remise du prix de Littérature à l'écrivain britannique, d'origine indienne, V.S. Naipaul. C'est le premier écrivain qui remporte ce prix au XXI^e siècle. Dans les milieux arabes beaucoup ont désapprouvé la victoire de cet écrivain, car il fait partie des écrivains réactionnaires et pro-occidentaux, violemment opposés à l'Islam et aux musulmans. Il a publié deux livres contenant des idées extrémistes : "*Parmi les croyants*" et "*Au delà de la foi*". Ces deux ouvrages attaquent directement l'Islam, considérant que la propagation de cette religion en Inde a été la plus terrible catastrophe qu'ait connue ce pays, étant donné que ses valeurs de civilisation indienne ont été détruites. D'après lui, il a fallu attendre la colonisation anglaise pour que soient restaurées la grandeur et la puissance de ce pays.

Est-ce que cela signifie que cette très ancienne Fondation qu'est le Prix Nobel se soit départie de sa neutralité, légendaire depuis sa fondation, dans le choix des lauréats ? Est-ce que les bruits qui courent actuellement, pour dénoncer les influences politiques sur les décisions de ceux qui prennent part au vote, sont fondés, surtout dans le contexte international actuel ? Est-ce que certaines opinions, qui circulent dans les milieux culturels, et qui font penser à de nouvelles orientations prises par le Prix Nobel pour tourner à l'avantage des grandes puissances, ne se vérifieraient-elles pas ? Pourquoi attribuer le prix de littérature à cet écrivain au moment où la communauté islamique traverse une période difficile après les événements du 11 septembre ? Est-ce qu'on ne veut pas ainsi prendre parti pour tout ce que cet auteur décrit contre les arabes et les musulmans en les taxant des plus horribles accusations, spécialement en les rendant responsables du climat de méfiance et de violence qui règne actuellement dans nos sociétés ?

A l'occasion des fêtes du centenaire du Prix Nobel, les cent cinquante bénéficiaires ont fait une déclaration commune où ils font l'éloge des gouvernements du tiers monde qui se sont attaqués aux causes de la violence et du terrorisme, tout particulièrement en luttant contre la pauvreté et en établissant un état de droit. Mais nous nous interrogeons : comment se fait-il que l'on ait publié cette déclaration au moment où l'on encourage cette Fondation à raviver dans les esprits le racisme et la xénophobie, étant donné que l'on récompense ceux qui par leurs écrits dénigrent l'Islam et le monde arabe ?

Dans quelques jours nous disons adieu à une année qui a été témoin de nombreux drames et tragédies qui en ont fait une année de tous les dangers dans le monde avec son cortège de sanglants conflits suivis de grands changements politiques. C'est alors que dans les milieux intellectuels on se pose de nouveau la question : comment peut-on sortir cette Communauté de la dégradation et de l'abîme où elle se plonge de façon sûre ? Quel est le chemin à prendre pour revenir à une parfaite prise de conscience de ce que représente la Communauté islamique ? Faut-il oublier le passé, avec tout son héritage, jusqu'à perdre son identité, et s'appliquer à construire un brillant avenir ? Est-ce que la solution se trouve dans la coexistence, tout en gardant l'empreinte de notre arabité ? Y a-t-il un espoir malgré les crises meurtrières que traverse notre Communauté ? Quels sont les moyens nécessaires à sa sauvegarde, pour éviter qu'elle soit anéantie ? Comment retrouver la sérénité ? N'est-il pas trop tard ? Est-il encore temps d'arrêter ce flot de haine déversé sur la Communauté islamique ?

Est-ce une solution que de publier des "fatwa" où l'on condamne à mort celui qui défigure l'Islam, comme cela est arrivé pour l'écrivain Slimane Rushdi et pour Taslima Naserine ; on dit que c'est une religion sanguinaire qui ne reconnaît pas la liberté d'expression ! Ne faudrait-il pas susciter une nouvelle renaissance intellectuelle, comme au Siècle des lumières, pour former des générations conscientes, capables de décider de leur destin au fil des années ? Est-ce que l'ambiance dans laquelle nous vivons actuellement nous porte à envisager sereinement un renouveau culturel, ou faut-il nous attendre à vivre sous la contrainte et l'intimidation ? Certains intellectuels déplorent la période colonialiste et pensent, qu'en dépit de souvenirs amers, elle a participé à l'éclosion de la révolution intellectuelle dans les élites et a conduit à la création de diverses écoles culturelles, ainsi qu'à la formation de partis politiques structurés, capables d'enthousiasmer et de galvaniser les foules.

A mon avis il faut reprendre la création de sociétés arabes où règnera la justice sociale, ce qui est la revendication de tous les peuples de la terre ; il faut aussi savoir ouvrir la porte au dialogue avec toutes les couches de la société, en se mettant à l'écoute de tous les points de vue dans la mesure où cela tourne à l'avantage des sociétés. Nous devons aussi construire un pont, d'une part entre les dirigeants et les intellectuels pour pouvoir s'imprégner de leurs idées quand elles sont au service du bien commun, d'autre part entre le corps enseignant des Universités et des Instituts supérieurs et les étudiants pour être à l'écoute de leurs problèmes et y apporter des solutions adéquates, étant donné que ce sont des générations capables de se libérer de leurs rêves et de leurs aspirations pour trouver un équilibre intellectuel et moral en dehors de toute tricherie et dissimulation.

L'important est de s'appliquer à résoudre le problème avec ténacité : si les sociétés arabes arrivent à le solutionner, elles pourront s'opposer à toutes les campagnes de dénigrement menées par une propagande raciste et odieuse qui se répand à travers le monde avec son cortège de propos injurieux ; ce n'est pas une solution ! La clé du problème se trouve dans une action éclairée, porteuse de vérités ; c'est le meilleur moyen pour faire de nous une grande nation que rien ne pourra détruire. Certes il y aura parfois la perte d'êtres chers, mais ce qu'il faut, tout en remédiant à ses points faibles, c'est d'être fermement résolu à réussir. Le plus important est que la nation arabe se tienne debout,

solidement, et marche sur une terre ferme, sans se tromper de chemin, en évitant les sables mouvants, ce qui l'entraînerait vers une destinée tragique, sans espoir de renouveau .

Zineb Hafni

7. Antagonisme entre intégrisme et modernité

Ce qu'il faut éviter avant tout c'est de faire le jeu des intégrismes de tout bord qui ont engagé une lutte sans merci entre l'Islam et l'Occident, représentant les deux pôles du "choc des civilisations" selon l'expression employée par Huntington. (Asharq Al-Awsat , Proche-Orient , Octobre 2001)

Suite aux événements du 11 septembre dernier, un certain nombre d'analystes ont tenu à faire allusion aux dires de Samuel Huntington au sujet "du choc des civilisations". Huntington, dans son article paru en 1993, avait écrit qu'on traversait une étape de notre histoire où se manifestaient des luttes fondamentales en ce qui concerne les politiques globales entre Etats et sociétés appartenant à des civilisations diverses. Les dirigeants politiques ont fourni un gros effort en vue d'empêcher les Américains de verser le trop-plein de leur colère sur les musulmans des Etats-Unis. Dans le même temps, la direction Bush a réussi une alliance internationale contre le terrorisme qui comprend quelques pays à majorité musulmane. Malgré tout, un grand nombre craint que nous ne soyons entrés dans un nouveau siècle de conflits, selon ce qu'avait prédit Huntington.

Si cela devait se produire, les deux pôles du "choc des civilisations", comme cela semble se dessiner, seraient l'Occident, sous la direction des USA, et l'Islam, sous la direction de gens de la taille d'un Oussama Ben Laden et associés, qui sont des intégristes prêts à se suicider. Il s'agit là d'une hypothèse redoutable. Il existe cependant des moyens qui empêcheraient que l'on en arrive à cette lutte entre l'Islam et l'Occident. Entre autres moyens, la proclamation que la religion n'est pas nécessairement la principale cause des différends.

Il est évident que les événements majeurs du 11 septembre peuvent être considérés comme une nouvelle étape dans une longue lutte où les sociétés tribales et intégristes qui sont viscéralement opposées à la "mondialisation", peuvent être considérées comme étant l'ennemi numéro un. Il faut dire que le nerf du commerce international qui a été en butte, une première fois, aux attaques de 1993 et qui a été défait dans l'attaque du 11 septembre, était ciblé. Il s'agissait de la "capitale de la mondialisation" et le symbole par excellence de la modernité.

Il est important d'observer que New-York n'est pas le premier "centre de Civilisation" qui a été en butte à une attaque de la part des ennemis de la modernité. La liste des victimes englobe aussi deux capitales arabes de premier plan au niveau de la mondialisation, Alexandrie et Beyrouth. Un quart de siècle plus tôt, les Khmers Rouges ont fait vider la capitale cambodgienne, Phnom Penh. Pendant deux jours, deux millions de personnes ont été contraintes de quitter maisons, biens et habitudes citadines, et des milliers de citoyens ont été tués. Des milliers d'autres qui gagnaient la campagne sont morts sur la route. La majorité de ceux qui ont été chassés étaient des bouddhistes, parmi eux des militaires qui appartenaient aux Chemises Noires. Il y eut aussi Sarajevo, cette ville qui a été agressée à cause de son caractère mondialiste. Elle a été assiégée durant trois ans et demi par les chrétiens orthodoxes qui étaient allergiques au cosmopolitisme d'une ville à majorité musulmane. Ce qui a provoqué la mort de 10.000 personnes, victimes des bombardements et des tirs de militaires embusqués, entre 1992 et 1995. Ces événements ont porté atteinte aussi à des dizaines de milliers de personnes et ont détruit tout l'héritage culturel de Sarajevo. Les mosquées ont été la cible par excellence des attaques.

Il faut noter aussi que deux jours après les attaques contre le centre commercial mondial et le siège du ministère de la défense américaine, Jerry Farwell, le prédicateur connu aux USA, surtout pour ses positions dures, s'est permis de dire, alors qu'il était interrogé, que l'Amérique n'a eu que ce qu'elle méritait, en laissant libre cours aux libertés civiles, aux partisans de l'avortement, à la sexualité débridée, aux tribunaux fédéraux qui ont prohibé la prière dans les écoles. Le message adressé par Farwell, qui a présenté quelques jours plus tard ses excuses, montre que les intégristes américains manifestent autant d'inimitié à la modernité que leurs émules dans les autres sociétés.

Il reste que les agresseurs et les victimes de cette longue lutte au plan mondial appartiennent aux trois principales religions. En être conscient peut nous aider à ne pas verser dans “ *le choc des civilisations* “. A ce niveau-là, il est important, dans cette lutte contre le terrorisme menée sous la conduite des USA, de dire que l'Islam n'est pas l'ennemi numéro un. On pourrait y aboutir si l'on s'employait à obtenir un soutien de l'ONU pour mener une action militaire contre le terrorisme. Il est fort à parier qu'un grand nombre de pays musulmans pourraient se joindre sincèrement à cette action, si elle était conduite sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies.

Aryé

Fiche de Ré – abonnement pour 2003

Nom :

Adresse :

Code postal :..... Ville Pays :.....

Veuillez trouver ci-joint un chèque de € pour ce réabonnement
A l'ordre de **SMA Se Comprendre, CCP 15 263 74 H Paris**

Les abonnements vont de janvier à décembre (dix numéros par an)
Europe : 27 € - Etranger : 32 € - Numéro (franco) : 3 €
7, rue du Planit 69110 Ste Foy les Lyon T 0478592042

SE COMPRENDRE

Rédaction: Philippe THIRIEZ Administration: Gabriel DEVILLE
Pères Blancs 7, rue du Planit 69110 SAINTE-FOY-LES-LYON
Tél. 04 78 59 20 42 Fax: 04 78 59 88 61

Abonnements (10 numéros par an, de Janvier à Décembre)

Europe: 27 € - Etranger: 32 € - Numéro (franco): 3 € - CCP 15 263 74 H Paris

Site Internet: <http://www.comprendre.org>

adresse e-mail: contact@comprendre.org

